



## **Déclaration liminaire au CHSCT spécial Covid 19 du mardi 14 avril 2020**

Mesdames, Messieurs...

L'UNSA Education estime qu'il devenait impératif et urgent que nous puissions évoquer ensemble le coronavirus et les questions que pose la gestion de cette crise.

La crise sanitaire est loin d'être terminée ; ses impacts sociaux et économiques seront considérables et l'on ne mesure pas encore précisément à quel point ils seront profonds. Dans ce moment d'urgence, l'UNSA est mobilisée. Il est beaucoup trop tôt pour faire un bilan, mais il devra être fait avec honnêteté, en impliquant les partenaires sociaux. Beaucoup de questions se posent et ne devront pas rester sans réponse.

Notre fédération et l'ensemble des métiers qu'elle représente nous permettent d'avoir une vision, à la fois large et au plus près du terrain, des problématiques qui se posent concrètement à eux. Sachez que nous sommes, en tant qu'organisation syndicale, très sollicités depuis quelques jours par des collègues inquiets ou désespérés. Or jusqu'à peu, nous n'avons guère été associés à la gestion de la crise. Et si l'on veut ne pas ajouter de la crise à la crise, mais au contraire pouvoir informer, rassurer, accompagner, nous avons besoin d'avoir les informations. Les représentants du personnel doivent être considérés, par vous même et par vos services, comme parties prenantes de la gestion de cette crise sanitaire.

Tout d'abord, la communication au sein du ministère et des administrations locales a été tardive. Il eut été simple, rapide et efficace de faire parvenir des informations et des consignes à l'ensemble des personnels via leurs boîtes professionnelles.

Résultat : dans les premiers jours et dans certains établissements, ce sont, une fois de plus, les directeurs d'écoles et les chefs d'établissements scolaires qui se sont retrouvés en première ligne, à devoir eux-mêmes rédiger des messages d'information aux familles, qui auraient dû leur être adressés clé-en-main par les services. Et qui se sont retrouvés également pris à parti par les familles, qui ont constaté le manque d'uniformité dans les consignes qui ont pu leur être transmises, lorsqu'ils ont par exemple plusieurs enfants dans des établissements différents. L'UNSA Education attend aujourd'hui des précisions très concrètes sur un certain nombre de points.

Ces manques d'anticipation qui se situent à plusieurs niveaux ne peuvent que nous interpellier. Soucieux de porter la parole et d'être à l'écoute, nous avons mis en place une enquête d'où ressort

le désappointement, la frustration, voire la colère des collègues qui ont dû assurer en première ligne en se retrouvant mis devant le fait accompli. Certains pays européens ont fait le choix d'anticiper pour mieux préparer, pourquoi pas nous ? Pourquoi les personnels ont-ils été équipés par la collectivité et non par leur employeur ? Pourquoi le matériel de protection et de désinfection n'est-il pas accessible à toutes les structures ? Le dépistage qui s'avère être un allié efficace dans le cadre de la prévention et pour limiter la propagation du virus ne peut s'effectuer...pour quelles raisons ?

Vous évoquez la continuité pédagogique dans les médias avec beaucoup d'optimisme. C'est une préoccupation louable, bien entendu, mais ce n'est pas l'urgence. Les injonctions dans l'organisation de cette continuité ont été trop chaotiques. On ne peut encore une fois que constater le décalage entre la réalité, le possible, et les discours qui ont fait miroiter aux yeux de certains parents un impossible ersatz ....Le manque d'équipement, des outils numériques institutionnels inadaptés, des personnels non formés, l'obligation d'utiliser son matériel personnel, une surcharge de travail ... tout cela n'a pas été pris en compte. Les personnels qui sont aussi souvent des parents ont dû gérer et assumer sur tous les plans. Il s'agit maintenant de prendre en compte leurs demandes, leurs besoins ... Ils ont été obligés d'endosser des responsabilités et de jouer des rôles qui ne font pas partie de leurs fonctions premières. La continuité pédagogique, c'est plus qu'être enseignant: Beaucoup ont l'impression de jouer les rôles de psychologue, d'assistant social, d'informaticien.... A cela se rajoute la dimension chronophage et invasive de ce genre de dispositif.

Le besoin de clarté et de cohérence se fait sentir : Alors que les rassemblements de plus de 100 personnes étaient déjà interdits, des lycées accueillant près de 1 000 élèves sont restés ouverts ? La cité scolaire La Fayette a vu les deux premiers cas de COVID 19 du département fréquenter l'établissement. Les deux élèves concernés sont restés le lundi 9 mars, jour de rentrée des classes, jusqu'à 13 h30 dans l'établissement ; ils ont côtoyé d'autres élèves, des professeurs, des personnels de vie scolaire etc ... Le mercredi matin, les résultats des tests sont venus confirmer les tristes suspicions. Les personnels qui n'ont pas été informés officiellement par notre hiérarchie ont demandé dès le jeudi matin la fermeture de la cité scolaire. Cela fut refusé, le droit de retrait aussi. La presse locale a diffusé l'information en s'interrogeant d'ailleurs sur la non fermeture de l'établissement dès le jeudi matin. Les parents et le personnel ont été informés officiellement le vendredi matin à 7h50 via un courrier du directeur de l'ARS. Dès le premier cas signalé, des universités ou écoles d'ingénieurs ont fermé. Pourquoi la cité scolaire est-elle restée ouverte ? Pourquoi à St Didier en Velay, un personnel s'est-elle vue imposer de faire les photocopies et de communiquer avec les familles sous prétexte qu'elle est logée par nécessité de fonction ?

Les personnels ne peuvent que se sentir extrêmement déstabilisés et non respectés.

La sortie du confinement est envisagée pour le 11 mai. Nous sommes inquiets, il s'agit de ne rien précipiter pour ne pas mettre en danger les personnels.

Dans ce moment d'urgence, l'UNSA prend sa part au nom de l'intérêt général tout en continuant à informer et à défendre les travailleurs qu'elle représente.

Évidemment, le caractère inédit de cette crise oblige les acteurs à produire des réponses inédites, parfois en tâtonnant, parfois en se trompant. Ce droit à l'erreur ne signifie ni qu'il faille persévérer dans celles que l'on commet, ni qu'il éloigne chacun de ses responsabilités. Mais il doit à l'inverse nous inviter à l'humilité et au croisement des points de vue. Plus que jamais nous devons mobiliser les intelligences plurielles de tous les acteurs de notre société. C'est la solidarité et la mobilisation générale des énergies qui nous aideront à passer la crise actuelle et à construire le monde d'après, en ne négligeant pas les plus démunis. Nous tenons aussi à saluer le courage des personnels soignants

qui se battent au quotidien. Le débat, les échanges, feront naître des désaccords qui s'exprimeront, mais l'objectif est bien qu'ensemble on trouve les solutions.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'après, rien ne sera comme avant: Un nouveau modèle de société est à inventer. Encore faut-il que l'on se fixe comme priorité absolue, la vie. Les personnels de la fonction publique auront besoin d'être reconnus, revalorisés. Les décisions purement économiques viennent de faire la preuve de la mise en danger de la vie d'autrui. Les profits financiers ne doivent plus être l'alpha et l'oméga de la pensée gestionnaire

Carine Palhol  
Stéphane Dellorenzi.